

Note

(1) Session ordinaire 1997-1998

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1587/1. — Amendements, n° 1587/2. — Rapport, n° 1587/3. — Texte adopté par la Commission, n° 1587/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1587/5. — Projet amendé par le Sénat, n° 1587/6. — Rapport, n° 1587/7. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1587/8.

Annales de la Chambre des représentants. — Séances des 15 et 16 juillet 1998. Discussion. Séance du 17 mars 1999. — Adoption. Séance du 18 mars 1999.

Sénat.

Session ordinaire 1997-1998.

Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1076/1.

Session ordinaire 1998-1999.

Amendementen, n°s 1-1076/2 à 5. Rapport, n° 1-1076/6. Texte adopté par la Commission, n° 1-1076/7. Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-1076/8.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 4 février 1999.

Nota

(1) Gewone zitting 1997-1998

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1587/1. — Amendementen, nr. 1587/2. — Verslag, nr. 1587/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1587/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1587/5. — Ontwerp gemaandeed door de Senaat, nr. 1587/6. — Verslag, nr. 1587/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1587/8.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Vergaderingen van 15 en 16 juli 1998. Bespreking. Vergadering van 17 maart 1999. — Aanneming. Vergadering van 18 maart 1999.

Senaat.

Gewone zitting 1997-1998.

Wetsontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1076/1.

Gewone zitting 1998-1999.

Amendementen, nrs. 1-1076/2 tot 5. Verslag, nr. 1-1076/6. Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1076/7. Tekst gemaandeed door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1076/8.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 februari 1999.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 1246

[99/02040]

22 MARS 1999. — Loi portant diverses mesures en matière de fonction publique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Modification de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public

Art. 2. Un article 11bis est inséré dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, rédigé comme suit :

« Article 11bis. Le ministre qui a le Budget dans ses attributions et le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué du ministre des Finances dispense de leur accord préalable. ».

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

Art. 3. A l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par la loi du 20 décembre 1995 et modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997 les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2^e est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, ainsi qu'aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et aux institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions; »;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 1246

[99/02040]

22 MAART 1999. — Wet houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande bepaling

Artikel 1 Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut

Art. 2. Een artikel 11bis wordt ingevoegd ind e wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, luidend als volgt :

« Artikel 11bis. De minister tot wiens bevoegdheid Begroting behoort en de minister tot wiens bevoegdheid Ambtenarenzaken behoren kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de inspecteur van financiën, van de regeringscommissaris of van de afgevaardigde van de minister van Financiën hen vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector

Art. 3. In artikel 1, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector, vervangen bij de wet van 20 december 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^e de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat vallen, alsook de autonome overheidsbedrijven die zijn ondergebracht in artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en de openbare instellingen van sociale zekerheid die vermeld zijn in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke persoenstelsels; »;

2) l'article est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu également d'entendre par « personnel temporaire » les membres du personnel placés sous statut mais qui ne sont pas nommés à titre définitif. ».

Art. 4. Il est inséré dans la même loi un article 20sexies, rédigé comme suit :

« Article 20sexies. — Les administrations, services, organismes, établissements ou personnes énumérés aux articles 1^{er} et 1^{er bis} auxquels la présente loi a été rendue applicable, communiquent au Fonds des accidents du travail les éléments qui sont repris dans les déclarations d'accidents du travail ou sur le chemin du travail, ainsi que ceux qui se rapportent au règlement de ces accidents en vue de leur traitement statistique.

Le Roi fixe les délais, le contenu et les modalités de cette communication. ».

CHAPITRE IV. — Modification de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement

Art. 5. Dans l'article 5 de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, modifié par la loi du 22 août 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1) le 2^e est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e remplir les conditions générales d'admissibilité prévues à l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat; »;

2) le 3^e est supprimé;

3) dans le 5^e, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« 5^e en ce qui concerne les personnes titulaires d'un diplôme ou certificat d'études donnant accès à un grade des niveaux 1, 2+ ou 2, avoir réussi l'épreuve d'admission dans le cadre des emplois de longue durée prévue par le statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement et correspondant au niveau de l'emploi à conférer.

Sont toutefois dispensées de la condition de réussite de l'épreuve d'admission dans le cadre des emplois de longue durée, les personnes qui ont réussi un concours de recrutement donnant accès à un grade classé au même niveau que le grade auquel elles peuvent prétendre en vertu de la présente loi. ».

Art. 6. L'article 6, 4^e, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 22 août 1975, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les nominations fondées sur la présente loi ne peuvent toutefois se réaliser qu'après la réaffectation ou le reclassement des agents définitifs ou stagiaires des administrations ou organismes en cause, qui ont fait l'objet d'une décision de mobilité d'office. ».

Art. 7. Les articles 7, alinéa 4 et 9 de la même loi sont abrogés.

CHAPITRE V. — Modification de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics

Art. 8. Dans l'article 3, § 2, de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics, modifié par les arrêtés royaux n°s 142 du 30 décembre 1982 et 445 du 20 août 1985, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Au plus tard dans les deux mois de l'introduction de la demande, le conseil de direction ou l'organe qui en tient lieu, émet un avis motivé à son égard. Passé ce délai, l'avis est censé favorable. ».

CHAPITRE VI. — Modification de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public

Art. 9. L'article 19 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, modifié par la loi du 20 mai 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. — Par dérogation aux articles 11, § 1^{er} et 15, §§ 2 à 4, les agents contractuels en service au 1^{er} janvier 1996 qui ont été versés dans les réserves des concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de recrutement entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 1991, et qui peuvent invoquer ses dispositions, sont nommés par priorité dans le service public où ils sont

2) het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van het eerste lid, dienen onder « tijdelijk personeel » eveneens te worden verstaan de personeelsleden die onder statuut geplaatst maar die niet vastbenoemd zijn. ».

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 20sexies ingevoegd, luidende :

« Artikel 20sexies. — De besturen, diensten, instellingen, inrichtingen of personen die zijn opgesomd in de artikelen 1 en 1bis en waarop deze wet toepasselijk is gemaakt, delen het Fonds voor arbeidsongevallen de elementen mede die voorkomen in de aangiften van arbeidsongevallen of ongevallen op de weg naar en van het werk, alsook die welke betrekking hebben op de regeling van deze ongevallen, voor statistische verwerking mede.

De Koning bepaalt de termijnen, de inhoud en de modaliteiten van deze mededeling. ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben geleverd

Art. 5. In artikel 5 van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben geleverd, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) 2^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^e voldoen aan de algemene toelaatbaarheidsvoorraarden gesteld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel; »;

2) 3^e wordt geschrapt;

3) in 5^e worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« 5^e wat betreft de personen die houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang verleent tot een graad van de niveaus 1, 2+ of 2, geslaagd zijn voor het toelatingsexamen in het kader van de betrekkingen van lange duur waarin voorzien bij het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden en overeenstemmend met het niveau van de te begeven betrekking.

Van de voorwaarde geslaagd te zijn voor het toelatingsexamen in het kader der betrekkingen van lange duur worden nochtans vrijgesteld, zij die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat toegang verleent tot een graad ingedeeld in hetzelfde niveau als de graad waarop zij krachtens deze wet aanspraak kunnen maken. ».

Art. 6. Artikel 6, 4^e, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 1975, wordt vervangen door het volgende lid :

« De benoemingen op grond van deze wet, kunnen slechts geschieden na de wedertewerkstelling of de reclassering van de vastbenoemde of stagedoende ambtenaren van de betrokken besturen of instellingen, op wie een beslissing van ambtshalve mobiliteit is toegepast. ».

Art. 7. De artikelen 7, vierde lid, en 9 van dezelfde wet worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten

Art. 8. In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nrs 142 van 30 december 1982 en 445 van 20 augustus 1985, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Uiterlijk binnen twee maanden na het indienen van de aanvraag, geeft de directieraad of het orgaan dat er de rol van inneemt een gemotiveerd advies terzake. Na deze termijn, wordt het advies geacht gunstig te zijn. ».

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut

Art. 9. Artikel 19 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd door de wet van 20 mei 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. — In afwijking van de artikelen 11, § 1 en 15, §§ 2 tot 4, worden de contractuele personeelsleden in dienst op 1 januari 1996, die werden opgenomen in de wervingsreserves van de vergelijkende examens georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat tussen de datum van inwerkingtreding van deze wet en 31 december 1991, en die op de bepalingen ervan aanspraak maken, prioritair benoemd in de

en service, dans le grade pour lequel ils ont réussi le concours de recrutement pour autant que des emplois soient vacants au cadre du personnel et que les crédits de personnel soient disponibles.

Les dispositions de l'article 18, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat ne sont pas applicables aux agents visés à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 10. Dans la même loi, il est inséré un article 20 rédigé comme suit :

« Article 20. Par dérogation à l'article 10, les lauréats des concours de recrutement organisés en application du chapitre II sont considérés comme régulièrement inscrits auxdits concours sans égard aux conditions de leur engagement ou de leur mise au travail. ».

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses*

Art. 11. Dans l'article 10, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, sont apportées les modifications suivantes :

1) dans l'alinéa 2, les mots « donne lieu, en vertu du statut applicable à l'intéressé, à la liquidation d'une prime, allocation ou indemnité de départ ou à un délai de préavis à respecter » sont remplacés par les mots « donne lieu, en vertu du statut applicable à l'intéressé, à la liquidation d'une prime, d'une allocation ou d'une indemnité de départ ou à un délai de préavis à respecter »;

2) dans l'alinéa 3, les mots « pourra être retenu sur la base du pourcentage l'égal de la cotisation à charge de la prime, allocation ou indemnité de départ éventuelles, ou du traitement qui est dû pour le délai de préavis » sont remplacés par le mots « pourra être retenu sur la base du pourcentage légal de la cotisation à charge de la prime, de l'allocation ou de l'indemnité de départ éventuelles, ou du traitement qui est dû pour le délai de préavis ».

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique*

Art. 12. Dans l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997 et par la loi du 20 mai 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, alinéa 2, le 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o des organismes d'intérêt public suivants soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat :

- l'office de renseignements et d'aide aux familles des militaires;
- la Régie des Bâtiments;
- l'Institut d'expertise vétérinaire;
- l'Office régulateur de la navigation intérieure;
- l'Institut national de recherche sur les conditions de travail;
- l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;
- le Bureau fédéral du plan;
- l'Office belge du commerce extérieur;
- le Bureau d'intervention et de restitution belge;
- l'Institut belge de normalisation;
- l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;
- l'Institut géographique national;
- l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;
- l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités;
- l'Office de contrôle des assurances;
- la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire;
- l'Office de sécurité sociale d'outre-mer;
- le Fonds des accidents du travail;
- le Fonds des maladies professionnelles;
- la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins;
- la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;
- la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;
- le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;
- le Pool des marins de la marine marchande;
- l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

openbare dienst waar zij in dienst zijn in de graad waarvoor zij voor het vergelijkend verwingsexamen zijn geslaagd, voor zover er betrekkingen vacant zijn in de personeelsformatie en de nodige personeelscrediëten beschikbaar zijn.

De bepalingen van artikel 18, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel zijn niet van toepassing op de in het eerste lid bedoelde personeelsleden. ».

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 20 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 20. In afwijking van artikel 10 worden de geslaagden voor de vergelijkende examens die georganiseerd zijn met toepassing van hoofdstuk II beschouwd als regelmatig voor de genoemde vergelijkende examens ingeschreven wat de voorwaarden van hun indienstneming of hun tewerkstelling betreft. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen*

Art. 11. In artikel 10, § 1, 2^o, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in het tweede lid worden de woorden « krachtens het voor de betrokken geldende statuut, aanleiding geeft tot de uitbetaling van een premie, toelage of vergoeding wegens ontslag of tot een na te leven opzeggingstermijn » vervangen door de woorden « krachtens het voor de betrokken geldende statuut, aanleiding geeft tot de uitbetaling van een premie, van een toelage of van een vergoeding wegens ontslag of tot een na te leven opzeggingstermijn »;

2) in het derde lid, worden de woorden « krachtens het wettelijke bijdragepercentage kan worden ingehouden op de premie, toelage of vergoeding wegens ontslag of op de bezoldiging voor de duur van de opzeggingstermijn » vervangen door de woorden « krachtens het wettelijke bijdragepercentage kan worden ingehouden op de premie, op de toelage of op de vergoeding wegens ontslag of op de bezoldiging voor de duur van de opzeggingstermijn ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken*

Art. 12. In artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997 en bij de wet van 20 mei 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1) § 1, tweede lid, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o de volgende instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat vallen :

- het Hulp- en informatiebureau voor gezinnen van militairen;
- de Regie der Gebouwen;
- het Instituut voor veterinaire keuring;
- de Dienst voor regeling der binnenvaart;
- het Nationaal Onderzoeksinstuut voor arbeidsomstandigheden;
- het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
- het Federaal Planbureau;
- de Belgische Dienst voor de buitenlandse handel;
- het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;
- het Belgisch Instituut voor normalisatie;
- de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;
- het Nationaal Geografisch Instituut;
- het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;
- de Controleldienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- de Controleldienst voor de verzekeringen;
- de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid;
- de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid;
- het Fonds voor arbeidsongevallen;
- het Fonds voor beroepsziekten;
- de Hulp- en voorzorgskas voor zeevarenden;
- de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen;
- de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers;
- de Pool van de zeelieden ter koopvaardij;
- de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

- l'Office national de sécurité sociale;
- l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
- l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- l'Office national des vacances annuelles;
- l'Office national de l'emploi;
- l'Office national des pensions;
- la Banque-Carrefour de la sécurité sociale; »;

2) dans le § 3, les mots « visés à la loi du 16 mars 1954 précitée », sont remplacés par les mots « visés à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ».

Art. 13. Dans l'article 3, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1997, le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les médiateurs fédéraux ».

Art. 14. Dans l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 30 mars 1994, par l'arrêté royal du 3 avril 1997 et par la loi du 20 mai 1997, les §§ 6, 7, 8 et 9, insérés par l'arrêté royal du 3 avril 1997, deviennent respectivement les §§ 7, 8, 9 et 10.

Art. 15. L'article 6, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois la nullité du recrutement est sans effet sur la rémunération des services effectués, sur l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de pensions propres aux pouvoirs publics, sur l'application de la législation en matière de sécurité sociale et sur tous autres avantages sociaux accordés en vertu des lois et règlements. Les délais de préavis, légaux ou réglementaires ainsi que l'indemnité visée à l'article 40 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail se déterminent à partir de la notification de la constatation de la nullité. ».

Art. 16. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 4, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les autorités désignées à l'alinéa 2 n'apposent leur visa que si elles constatent qu'ont été respectées les prescriptions de l'article 1^{er}, les mesures prises en exécution des articles 1^{er} et 2 ainsi que les dispositions des articles 3 à 5, les règles des statuts du personnel auxquelles l'article 3 renvoie et les mesures prises en exécution des articles 4 et 5. ».

Art. 17. L'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. — §1^{er}. Sur la base des informations reçues en application de l'article 8, le secrétaire permanent au recrutement demande un complément de renseignements au fonctionnaire dirigeant du service public où l'agent est occupé.

Le fonctionnaire dirigeant dispose d'un délai de trente jours pour fournir le complément de renseignements. Ce délai prend cours le premier jour qui suit la date de la demande du secrétaire permanent au recrutement. Passé ce délai, les informations reçues en application de l'article 8 sont censées suffisantes.

§ 2. Sur la base des informations reçues en application de l'article 8 et du complément de renseignements visé au § 1^{er}, le secrétaire permanent au recrutement, le secrétaire général du ministère de la Fonction publique, l'administrateur général du Service d'administration générale et l'inspecteur général des finances, chef de corps constatent ensemble que le recrutement d'un agent est nul de plein droit pour avoir été effectué en méconnaissance des articles 1^{er} à 5 et 16.

Ils notifient l'acte de constatation à l'agent intéressé, par plus recommandé à la poste, en y indiquant les motifs de la nullité constatée. Cette notification doit intervenir dans un délai de six mois prenant cours à l'expiration du délai de trente jours visé au § 1^{er}.

§ 3. Le Roi fixe la procédure de constatation de la nullité de plein droit ».

Art. 18. L'article 11bis, inséré par l'arrêté royal du 3 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11bis. — Les organismes d'intérêt public cités à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, qui sont classés parmi les institutions publiques de sécurité sociale ne sont plus soumis, à partir de la date de ce classement, aux dispositions de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, §§ 2 et 3, de l'article 2, de l'article 4, § 1^{er}, 3^o et §§ 2 à 4 et de l'article 10. »

Art. 19. L'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour être transféré, le membre du personnel doit être titulaire du même grade que celui de l'emploi à conférer ou d'un grade de même rang ou être lauréat d'un examen d'avancement de grade ou d'un

- de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overhedsdiensten;
- het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;
- het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;
- de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;
- de Rijksdienst voor pensioenen;
- de Kruispuntbank van de sociale zekerheid; »;

2) in § 3, worden de woorden « bedoeld in de voormelde wet van 16 maart 1954 » vervangen door de woorden « bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ».

Art. 13. In artikel 3, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, wordt 8° vervangen door de volgende bepaling :

« 8° de federale ombudsmannen ».

Art. 14. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, bij het koninklijk besluit van 3 april 1997 en bij de wet van 20 mei 1997, worden de §§ 6, 7, 8 en 9, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, respectievelijk de §§ 7, 8, 9 en 10.

Art. 15. Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende lid :

« De nietigheid van de werving heeft nochtans geen uitwerking op de bezoldiging van de verrichte diensten, op de toepassing van de wettelijke en verordeningenbepalingen inzake pensioenen eigen aan de overhedsdiensten, op de toepassing van de wetgeving inzake sociale zekerheid en op alle andere krachtens de wetten en verordeningen toegekende sociale voordelen. De wettelijke of reglementaire opzeggingstermijnen, alsook de vergoeding bedoeld in artikel 40 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden berekend vanaf de kennisgeving van de vaststelling van de nietigheid. ».

Art. 16. Artikel 7, § 1, vierde lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende lid :

« De in het tweede lid aangewezen instanties verlenen slechts hun visum wanneer zij vaststellen dat de voorschriften van artikel 1, de maatregelen genomen ter uitvoering van de artikelen 1 en 2 alsmede de bepalingen van de artikelen 3 tot 5, de regels van de personeelsstatuten waarnaar artikel 3 verwijst en de maatregelen genomen ter uitvoering van de artikelen 4 en 5, zijn nageleefd. ».

Art. 17. Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. — § 1. Op grond van de met toepassing van artikel 8 ontvangen inlichtingen vraagt de vaste wervingssecretaris aanvullende inlichtingen aan de leidende ambtenaar van de overhedsdienst waar het personeelslid tewerkgesteld is.

De leidende ambtenaar beschikt over een termijn van dertig dagen om de aanvullende inlichtingen te verschaffen. Deze termijn vangt aan op de eerste dag die volgt op de datum van het verzoek van de vaste wervingssecretaris. Wanneer deze termijn verstrekken is, worden de inlichtingen die met toepassing van artikel 8 ontvangen zijn, geacht te volstaan.

§ 2. Op grond van de met toepassing van artikel 8 ontvangen inlichtingen en van de in § 1 bedoelde aanvullende inlichtingen, stellen de vaste wervingssecretaris, de secretaris-generaal van het ministerie van Ambtenarenzaken, de administrateur-generaal van de Dienst van Algemeen Bestuur en de inspecteur-generaal van financiën, hoofd van het korps, samen vast dat de werving van een personeelslid van rechtswege nietig is doordat ze heeft plaatsgehad met overtreding van de artikelen 1 to 5 en 16.

Ze brengen de akte van vaststelling ter kennis van het betrokken personeelslid bij een ter post aangekende brief met opgave van de gronden der vastgestelde nietigheid. Deze kennisgeving moet gebeuren binnen een termijn van zes maanden vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn van dertig dagen.

§ 3. De Koning stelt de procedure vast tot vaststelling van de nietigheid van rechtswege ».

Art. 18. Artikel 11bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11bis. — De in artikel 1, § 1, 2^o, genoemde instellingen van openbaar nut die ingedeeld worden bij de openbare instellingen van sociale zekerheid, zijn vanaf de datum van die indeling niet meer onderworpen aan de bepalingen van artikel 1, § 1, eerste lid, §§ 2 en 3, van artikel 2, van artikel 4, § 1, 3^o en §§ 2 tot 4 en van artikel 10. »

Art. 19. Artikel 15, § 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Om overgeplaatst te worden, moet het personeelslid titularis zijn van dezelfde graad als die van de te begeven betrekking of van een graad van dezelfde rang of geslaagd zijn voor een examen voor

concours d'accession au niveau supérieur donnant accès au grade de l'emploi à conférer. ».

Art. 20. Dans l'article 34, § 2, de la même loi, les mots « à l'article 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 4 ».

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public*

Art. 21. Dans l'article 3 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« Si d'autres systèmes de départ anticipé ou de congés précédant la pension peuvent être applicables aux membres du personnel qui ont déjà introduit leur demande de départ anticipé à mi-temps ou auxquels le départ anticipé à mi-temps est déjà applicable, ceux-ci ont le droit de passer à un de ces autres régimes »;

2° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Sous réserve de modalités particulières d'application, les mesures d'exécution contenues dans l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er} sont applicables de plein droit et sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions légales ou réglementaires, au personnel des services publics visés à l'article 2 ».

Art. 22. L'article 4, § 3, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

Art. 23. Dans l'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les mots « pendant une période ininterrompue d'au moins un an » sont remplacés par les mots « pendant une période d'au moins un an »;

2° le § 4 est complété par l'alinéa suivant :

« Sous réserve de modalités particulières d'application, les mesures d'exécution contenues dans l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er} sont applicables de plein droit et sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions légales ou réglementaires, au personnel des services publics visés par le présent chapitre. ».

Art. 24. L'article 11, § 3, de la même loi est abrogé.

CHAPITRE X. — *Dispositions diverses*

Art. 25. § 1^{er}. Selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les services publics énumérés ci-après sont tenus de recruter des personnes handicapées, reconnues par l'autorité compétente à cet effet.

§ 2. Le présent article est applicable aux services publics suivants :
1° les ministres fédéraux et autres services des ministères fédéraux;

2° le personnel attaché aux greffes et aux parquets;

3° les organismes d'intérêt public fédéraux des catégories A, B et D de la loi du 16 mars 1954 sur le contrôle de certains organismes d'intérêt public;

4° les institutions publiques de sécurité sociale;

5° l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités;

6° l'Office de contrôle des assurances;

7° le secrétariat du Conseil national du travail;

8° le secrétariat du Conseil central de l'Economie;

9° le secrétariat du Conseil supérieur des classes moyennes.

Art. 26. Les articles 20, 2^o, et 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et § 3, de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, remplacés par l'arrêté royal du 3 avril 1997, sont abrogés pour l'autorité fédérale.

Art. 27. Les recrutements opérés dans les services publics fédéraux énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, à la suite d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement entre le 30 décembre 1995 et le 31 mai 1997 pour le grade de secrétaire d'administration (rang 10) doivent être considérés comme ayant été organisés pour le grade de conseiller adjoint (rang 10) dans le service public considéré.

verhoging in graad of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau dat toegang verleent tot de graad van de te begeven betrekking. ».

Art. 20. In artikel 34, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « naar artikel 3 » vervangen door de woorden « naar artikel 4 ».

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector*

Art. 21. In artikel 3 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« Indien er andere sustemen van vervroegde uittreding of verloven voorafgaand aan het pensioen van toepassing kunnen zijn op de personeelsleden die reeds hun aanvraag indienen tot halftijdse vervroegde uittreding of op wie de halftijdse vervroegde uittreding reeds van toepassing is, dan hebben dezen het recht naar een van die andere stelsels over te stappen »;

2° § 3 wordt aangevuld door het volgende lid :

« Onder voorbehoud van bijzondere toepassingsmodaliteiten zijn de uitvoeringsmaatregelen welke vervat zijn in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit, van rechtswege en zonder adviezen te moeten vragen of de door wettelijke of reglementaire bepalingen voorgeschreven voorstellen te moeten afwachten, toepasselijk op het personeel van de in artikel 2 bedoelde overheidsdiensten ».

Art. 22. Artikel 4, § 3, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « gedurende een ononderbroken periode van minstens één jaar » vervangen door de woorden « gedurende een periode van minstens één jaar »;

2° § 4 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onder voorbehoud van bijzondere toepassingsmodaliteiten zijn de uitvoeringsmaatregelen welke vervat zijn in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit, van rechtswege en zonder adviezen te moeten vragen of de door wettelijke of reglementaire bepalingen voorgeschreven voorstellen te moeten afwachten, toepasselijk op het personeel van de in dit hoofdstuk bedoelde overheidsdiensten. ».

Art. 24. Artikel 11, § 3, van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK X. — *Verscheidene bepalingen*

Art. 25. § 1. Onder de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit vastgelegde toepassingsvoorwaarden zijn de hieronder opgenoemde overheidsdiensten verplicht gehandicapten aan te werven die, naar gelang van het geval, erkend zijn door de daartoe bevoegde overheid.

§ 2. Dit artikel is van toepassing op de volgende overheidsdiensten :

1° de federale ministeries en de andere diensten van de federale ministeries;

2° het personeel verbonden aan de griffies en de parketten;

3° de federale instellingen van openbaar nut van de categorieën A, B en D van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

4° de openbare instellingen van sociale zekerheid;

5° de Controleldienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

6° de Controleldienst voor de verzekeringen;

7° het secretariaat van de Nationale Arbeidsraad;

8° het secretariaat van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven;

9° het secretariaat van de Hoge Raad voor de middenstand.

Art. 26. De artikelen 20, 2^o, en 21, § 1, eerste lid, 2^o en § 3, van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, worden voor de federale overheid opgeheven.

Art. 27. De wervingen die in de federale overheidsdiensten die opgesomd worden in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken verricht zijn ten gevolge van een vergelijkend wervingsexamen dat door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd is tussen 30 december 1995 en 31 mei 1997 voor de graad van bestuurssecretaris (rang 10), moeten worden beschouwd als zijnde georganiseerd voor de graad van adjunct-advisor (rang 10) in de betrokken overheidsdienst.

Art. 28. Les agents statutaires de l’Institut Pasteur de l’ancienne province de Brabant, transférés au ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l’Environnement, sont transférés d’office à l’Institut scientifique de la Santé publique « Louis Pasteur ».

Il sont nommés dans des grades de la carrière du personnel scientifique ou de celle du personnel adjoint à la recherche et personnel de gestion des établissements scientifiques de l’Etat, selon des modalités de conversion arrêtées par le Roi.

Ils conservent à titre personnel le bénéfice de la prime de bilinguisme.

Art. 29. § 1^{er}. Les arrêtés royaux des 10 avril 1995 et 8 août 1997 modifiant l’arrêté royal du 5 novembre 1991 relatif au maintien en service sous contrat de travail de certains membres du personnel des administrations et d’organismes d’intérêt public sont confirmés à leur date d’effet.

§ 2. L’article 1^{er} de l’arrêté royal du 5 novembre 1991 précité est complété par les dispositions suivantes :

« 13° les membres du personnel qui, à la date du 1^{er} mars 1993, étaient engagés au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs pour effectuer des prestations incomplètes;

14° les membres du personnel contractuel du Ministères des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement qui ont été engagés tant à l’administration centrale que dans les représentations permanentes en application de la rubrique 13° de l’arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d’intérêt public. ».

§ 3. Le Roi peut continuer à modifier cet arrêté. Il peut, à cette fin, prendre toutes les mesures nécessaires, en ce compris l’abrogation, le remplacement ou la modification des dispositions légales et réglementaires existantes.

Art. 30. Les engagements de personnel contractuel au ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, visés à l’article 29, § 2, sont validés à leur date de prise de cours.

Art. 31. L’article 3 de l’arrêté royal du 8 août 1997 modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en application de l’article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l’Union économique et monétaire européenne, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. — Les articles 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles si la date de la consolidation ou si la date à laquelle l’incapacité temporaire présente un caractère de permanence se situe avant le 1^{er} septembre 1997. ».

Art. 32. § 1^{er}. La convention, conclue le 28 janvier 1998 entre la Société nationale des Chemins de Fer belges et le ministre de la Fonction publique, relative à l’émission de cartes-train réduites de l’intervention des employeurs pour les membres du personnel des administrations et autres services des ministères fédéraux ainsi que des organismes publics fédéraux, est ratifiée à sa date d’effet.

§ 2. Cette convention et tous les avenants y afférents sont applicables :

1° aux ministères fédéraux et aux autres services des ministères fédéraux;

2° aux organismes publics suivants soumis à l’autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l’Etat :

- l’Office de renseignements et d’aide aux familles des militaires;
- la Régie des Bâtiments;
- l’Institut d’expertise vétérinaire;
- l’Institut national de recherche sur les conditions de travail;

Art. 28. De statutaire ambtenaren van het Instituut Pasteur van de vroegere provincie Brabant, die overgedragen zijn aan het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, worden ambts-halve overgedragen aan het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid « Louis Pasteur ».

Ze worden benoemd in de graden van de loopbaan van het wetenschappelijk personeel of van die van het toegevoegd vorsings-personeel en van het beheerspersoneel van de wettenschappelijke inrichtingen van de Staat, volgens de omzettingsvoorwaarden die door de Koning worden vastgelegd.

Ze behouden voor hen persoonlijk de tweetaligheidspremie.

Art. 29. § 1. De koninklijke besluiten van 10 april 1995 en 8 augustus 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 1991 betreffende het bij arbeidsovereenkomst in dienst houden van sommige personeelsleden van de overheidsbesturen en instellingen van openbaar nut worden bekrachtigd op hun datum van uitwerking.

§ 2. Artikel 1 van voornoemd koninklijk besluit van 5 november 1991 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 13° de personeelsleden die, op datum van 1 maart 1993, in dienst waren bij het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers om onvolledige prestaties te verrichten;

14° de leden van het contractueel personeel van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zowel bij het hoofdbestuur als bij de permanente vertegenwoordigingen zijn in dienst genomen krachtens de rubriek 13° van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut. ».

§ 3. De Koning kan dit besluit verder wijzigen. Hij kan daartoe alle nodige maatregelen treffen, met inbegrip van de opheffing, de vervanging of de wijziging van de bestaande wettelijke en verordeningen-bepalingen.

Art. 30. De indienstneming van contractueel personeel op het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, zoals vermeld in artikel 29, § 2, wordt geldig verklaard op de datum waarop zij ingaat.

Art. 31. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector in toepassing van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. — Artikelen 1 en 2 zijn niet toepasselijk op de arbeidsongevallen, op de ongevallen op de weg naar en van het werk en op de beroepsziekten indien de datum van de consolidering of de datum waarop de tijdelijke ongeschiktheid van blijvende aard wordt, vóór 1 september 1997 valt. ».

Art. 32. § 1. De conventie, afgesloten op 28 januari 1998 tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de minister van Ambtenarenzaken, betreffende het afleveren van treinkaarten vermindert met de werkgeversbijdrage aan de personeelsleden van de onderscheiden federale ministeriële departementen en diensten alsook van de federale openbare instellingen, zal volledig uitwerking hebben.

§ 2. Deze conventie en alle hierbij aansluitende akten zijn van toepassing op :

1° de federale ministeries en de andere diensten van de federale ministeries;

2° de volgende openbare instellingen die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat vallen :

- het Hulp- en informatiebureau voor gezinnen van militairen;
- de Regie der Gebouwen;
- het Instituut voor veterinaire keuring;
- het Nationale Onderzoeksinstituut voor arbeidsomstandigheden;

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — le Bureau fédéral du Plan; — l'Office belge du commerce extérieur; — le Bureau d'intervention et de restitution belge; — l'Institut belge de normalisation; — l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; — l'Institut géographique national; — l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre; — l'Orchestre national de Belgique; — le Théâtre royal de la Monnaie; — le Palais des Beaux-Arts; — l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités; — l'Office de contrôle des assurances; — l'Agence fédérale de contrôle nucléaire; — la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire; — l'Office de sécurité sociale d'outre-mer; — le Fonds des accidents du travail; — le Fonds des maladies professionnelles; — la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins; — la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage; — la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité; — le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs; — le Pool des marins de la marine marchande; — l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés; — l'Office national de sécurité sociale; — l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales; — l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants; — l'Institut national d'assurance maladie-invalidité; — l'Office national des vacances annuelles; — l'Office national de l'emploi; — l'Office national des pensions; — la Banque-Carrefour de la sécurité sociale; <p>3° — au secrétariat du Conseil national du Travail;</p> <p>— au secrétariat du Conseil central de l'Economie;</p> <p>— au secrétariat du Conseil supérieur des classes moyennes;</p> <p>4° — au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;</p> <p>— au Service fédéral d'Information;</p> <p>5° — aux institutions publiques de sécurité sociale;</p> <p>6° — à la gendarmerie, y compris les militaires qui y seraient transférés;</p> <p>7° — aux Forces armées;</p> <p>8° — à l'Ordre judiciaire;</p> <p>9° — à la Police judiciaire;</p> <p>10° — au Conseil d'Etat.</p> <p>§ 3. Le présent article n'est pas d'application au ministère des Communications et de l'Infrastructure, y compris aux organismes publics et aux services qui en dépendent.</p> | <ul style="list-style-type: none"> — het Federaal Planbureau; — de Belgische Dienst voor de buitenlandse handel; — het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau; — het Belgisch Instituut voor normalisatie; — de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap; — het Nationaal Geografisch Instituut; — het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers; — het Nationaal Orkest van België; — de Koninklijke Muntshouwburg; — het Paleis voor Schone Kunsten; — de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen; — de Controledienst voor de verzekeringen; — het Federaal Agentschap voor nucleaire controle; — de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van arbeiders der diamantnijverheid; — de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid; — het Fonds voor arbeidsongevallen; — het Fonds voor beroepsziekten; — de Hulp- en voorzorgskas voor zeevarenden; — de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen; — de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering; — het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers; — de Pool van de zeelieden ter koopvaardij; — de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers; — de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid; — de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overhedsdiensten; — het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen; — het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering; — de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie; — de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening; — de Rijksdienst voor pensioenen; — de Kruispuntbank van de sociale zekerheid; <p>3° — het secretariaat van de Nationale Arbeidsraad;</p> <p>— het secretariaat van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;</p> <p>— het secretariaat van de Hoge Raad voor de middenstand;</p> <p>4° — het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding;</p> <p>— de Federale Voorlichtingsdienst;</p> <p>5° — de openbare instellingen van sociale zekerheid;</p> <p>6° — de rijkswacht, met inbegrip van de militairen die overgeplaatst zouden worden;</p> <p>7° — de Krijgsmacht;</p> <p>8° — de Rechterlijke Orde;</p> <p>9° — de Gerechtelijke Politie;</p> <p>10° — de Raad van State.</p> <p>§ 3. Het ministerie van Verkeer en Infrastructuur, met inbegrip van alle openbare instellingen en diensten die eronder ressorteren, valt niet onder de toepassing van dit artikel.</p> |
|---|---|

Art. 33. Le présent article est applicable aux membres du personnel, en service le 1^{er} juillet 1998 en application de l'article 4, § 1^{er}, 1^o de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique ainsi qu'aux membres du personnel contractuel, engagés dans les centres fermés du ministère de l'Intérieur à la même date.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui sont lauréats d'un concours de recrutement pour un grade du même niveau que l'emploi qu'ils occupent, ou qui le seront dans les trois ans de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenus en service après ce délai jusqu'au moment où ils pourront être recrutés comme agents statutaires sur la base de leur classement dans la réserve de recrutement.

Le maintien en service s'effectue sous contrat de travail à durée indéterminée sans clause d'essai.

Art. 34. La loi du 10 juillet 1972 permettant des mesures temporaires en faveur de certains agents des services publics est abrogée.

Art. 35. A l'article 4 de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, tel que modifié par la loi du 18 mai 1998, le numéro « 7.7. » est remplacé par le numéro « 7bis » et le numéro « 7.8. » est remplacé par le numéro « 7bis.1. ».

Art. 36. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° de l'article 3, 1^o qui produit ses effets le 1^{er} août 1992 pour ce qui concerne les entreprises publiques autonomes désignées par le Roi;

2° de l'article 9 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1996;

3° de l'article 10, qui produit ses effets le 23 mars 1990;

4° de l'article 14, qui produit ses effets le 20 mai 1997;

5° des articles 25 et 26, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi;

6° de l'article 27, qui produit ses effets le 30 décembre 1995;

7° de l'article 31, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1997;

8° de l'article 32, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1998;

9° de l'article 33, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1998.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elles soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Voir : Documents de la Chambre des représentants :*

- 2003 — 98/99 :
 - N° 1 : Projet de loi.
 - N° 2 : Amendements.
 - N° 3 : Rapport.
 - N° 4 : Texte adopté par la commission.
 - N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la Chambre : 10 et 11 mars 1999.

Documents du Sénat :

1-1312 — 1998/1999 :

- N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants

Projet non évoqué par le Sénat.

Art. 33. Dit artikel is van toepassing op de personeelsleden die op 1 juli 1998 in dienst zijn met toepassing van artikel 4, § 1, 1^o van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, evenals op de leden van het contractuele personeel, leden welke op diezelfde datum in dienst genomen zijn in de gesloten centra van het ministerie van Binnenlandse Zaken.

De personeelsleden bedoeld in het eerste lid die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen voor een graad van hetzelfde niveau als de betrekking die ze bekleden, of die dit zullen zijn binnen drie jaar na de datum van inwerkingtreding van deze wet worden na deze termijn in dienst gehouden tot op het ogenblik waarop zij op grond van hun rangschikking in de wervingsreserve als statutaire ambtenaren kunnen aangeworven worden.

Het in dienst houden gebeurt met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd zonder proefclausule.

Art. 34. De wet van 10 juli 1972 houdende machtiging tot het nemen van tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige ambtenaren van openbare diensten wordt opgeheven.

Art. 35. In artikel 4 van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, zoals gewijzigd door de wet van 18 mei 1998, wordt het nummer « 7.7. » vervangen door het nummer « 7bis » en het nummer « 7.8. » wordt vervangen door het nummer « 7bis.1. ».

Art. 36. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° het artikel 3, 1^o dat uitwerking heeft op 1 augustus 1992 wat de door de Koning aangewezen autonome overheidsbedrijven betreft;

2° het artikel 9, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1996;

3° het artikel 10, dat uitwerking heeft op 23 maart 1990;

4° het artikel 14, dat uitwerking heeft met ingang van 20 mei 1997;

5° de artikelen 25 en 26, die in werking treden op de door de Koning vastgestelde datum;

6° het artikel 27, dat uitwerking heeft met ingang van 30 december 1995;

7° het artikel 31, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1997;

8° het artikel 32, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1998;

9° het artikel 33, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zie : Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

- 2003 — 98/99 :
 - Nr. 1 : Wetsontwerp.
 - Nr. 2 : Amendementen.
 - Nr. 3 : Verslag.
 - Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.
 - Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer : 10 en 11 maart 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1312 — 1998/1999 :

- Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.